



***TERRORISME DANS LA CORNE DE L'AFRIQUE
ET LE ROLE DES ARMEES ETHIOPIENNES***

**Mémoire de géopolitique
du commandant Mussema Kedir SURURE
dans le cadre du séminaire « Géopolitique du terrorisme »**

**Directeur :
Monsieur Giré, Institut français d'analyse stratégique**

Mars 2007

FICHE DOCUMENTAIRE

1. Terrorisme dans la corne de l'Afrique et le rôle des Armées éthiopiennes.
2. 2007_memoire_terrorisme_afrique_SURURE.doc.
3. Commandant, terre, SURURE Mussema Kédir , Ethiopie.
4. 12 mars 2007
5. Division B – groupe B6
6. Mémoire de géopolitique
7. Un petit nombre d'agents du réseau Al-Qaida dans corne de l'Afrique en particulier en Somalie(Mouvement Islamique Somalien, Group Al-Ittihad al-Islamiya), ont continué de faire peser la menace la plus grave sur les intérêts africains. Puis de nombreux pays africains coopèrent pour prendre des mesures contre le terrorisme ; ils sont notamment fait de réels efforts pour signer et ratifier les douze conventions et protocoles internationaux pourtant sur le terrorisme. Par exemple l'Afrique du Sud, le Kenya, le Nigeria, ont établi des centres nationaux de lutte contre le terrorisme. En Ethiopie, les responsable se sont sérieusement intéressés à la lutte contre terrorisme ; ils ont consenti à la mise en oeuvre de nouvelles initiatives et continuent à offrir une formation en vue de renforcer les compétences de soldats ethiopiens chargés de la patrouille et de la sécurité des frontières.
8. Terrorisme, Terroriste, Terreur, Attentat, Destruction massive, Moudjahid, extrémiste, Djihadisme, Wahhabisme, Fondamentalisme, « Guerre Sainte », Menace asymétriques,

**Terrorisme dans la Corne de l'Afrique
et le rôle des Armées éthiopiennes**

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE : LE TERRORISME AUJOURD'HUI

Définitions

Les différentes catégories de terrorisme

Perspectives

Existe-t-il une définition du terrorisme ?

Le terrorisme de destruction massive présent-t-il un réel danger aujourd'hui ?

**DEUXIEME PARTIE : LE RESEAU AL-QAÏDA DANS LA CORNE DE
L'AFRIQUE**

Histoire d'Al-Qaïda

Des attentas attribués à Al- Qaida

La création d'Al-Qaïda

Terrorisme dans la Corne de l'Afrique

Mouvement Islamique Somalien

**TROISIEME PARTIE : POURQUOI LE TERRORISME ISLAMIQUES S'EN
PREND-IL A L'AFRIQUE ?**

**QUATRIEME PARTIE : LE ROLE DES ARMEES ETHIOPIENNES CONTRE LE
TERRORISME**

L'intervention de l'Ethiopie

La Brigade Intervention d'Afrique de l'Est(EASBRIG)

L'intervention des Etats-Unis

1. INTRODUCTION

On a tendance parfois à penser que le terrorisme est un phénomène nouveau : ne lit-on pas aujourd'hui qu'il constitue la plus grande menace du 21^e siècle ? bien entendu, cette idée pourtant répandue est fautive. L'usage de la terreur, par les régimes en place ou par des groupes cherchant à s'emparer du pouvoir ou à déstabiliser un adversaire est presque aussi vieille que les luttes de pouvoir. Parmi les exemples les plus anciens, citons celui des icarii (ou zélotes) au 1^{er} siècle qui utilisent la technique du terrorisme pour tenter de repousser l'envahisseur romain. Plus célèbre, le cas de la secte des assassins (ou hashshahins) au moyen âge, démontre le potentiel de longévité d'un groupe terroriste qui, pourtant, n'a jamais réussi à s'octroyer le pouvoir politique recherché malgré plusieurs attentats retentissants. Le terrorisme moderne, né au 19^e siècle, s'est manifesté sous une multiplicité de formes, avec plusieurs vagues d'attentats au moins aussi sérieuses que celle que nous connaissons aujourd'hui, et qu'illustre la liste impressionnante des chefs d'états et têtes couronnées victimes d'attentats terroristes au tournant du 19^e-20^e siècle. Rappelons que c'est par un attentat terroriste, celui de Sarajevo en 1914, que s'est embrasée l'Europe.

Si le terrorisme n'est évidemment pas un phénomène nouveau, il a acquis avec les attentats du 11 septembre 2001 une dimension nouvelle, de niveau stratégique. En effet, les attentats de New York, de Washington et Madrid ont atteint un niveau exceptionnel de gravité. Le terrorisme de masse acquiert une dimension stratégique par les effets recherchés (nombreuses victimes humaines et destructions matérielles élevées) et par ses conséquences, au plan géopolitique notamment (Asie centrale, moyen Orient). Le niveau d'intensité de ce terrorisme post moderne traduit un véritable glissement de ce mode d'action dans l'espace conflictuel. On assiste au passage d'un terrorisme étatique ou paraétatique, à un terrorisme transnational de masse dans le cadre plus large des stratégies indirectes (menaces asymétriques dont relève également la prolifération des armes de destruction massive). Il ne s'agit plus seulement de délivrer un simple message politique, de faire pression ou d'exercer un change sur un gouvernement.

Si Al-Qaeda a été affaiblie, notamment grâce aux opérations militaires sur ses infrastructures en Afghanistan, les groupes qui lui sont associés et qui n'ont pas

été détruits en Afghanistan se sont dispersés dans le monde, au Moyen-Orient mais aussi en Asie et en Afrique, particulièrement en corne de l'Afrique.

2. Le terrorisme : définitions et perspectives

2.1. Définitions

Le terrorisme est par nature difficile à définir, pour certains il se résume à une attitude politique qui multiplie les actes de violence propres à instaurer un climat d'insécurité afin d'inquiéter ou à troubler le pouvoir en place. Tandis que pour le CRTI (Centre de recherche sur le terrorisme international) c'est « une utilisation illégale de la force contre des personnes ou des propriétés, intimidation ou contrainte d'un gouvernement et de la population afin de promouvoir un changement ou un avancement politique, religieux ou social. » En règle général, le terrorisme désigne soit des actes violents – sabotages, attentats, assassinats, prises d'otages... – commis pour des motifs politiques par des individus isolés ou organisés, soit un régime de violence créé et utilisé par un gouvernement qui cherche à conserver le pouvoir face à des ennemis intérieurs ou extérieurs.

Cependant, le terme de « terroristes » est toujours employé pour disqualifier ceux qui usent de moyens violents... Ce trait se retrouvera tout au long de l'histoire du terrorisme : en 1944, les résistants sont qualifiés de terroristes par Vichy et la Gestapo, mais eux-mêmes ne se considèrent évidemment pas comme tels.

> Les terrorismes

Les experts ne s'entendent pas sur une seule définition. D'après le vieil adage, «pour certains c'est un terroriste, pour d'autres c'est un combattant de la liberté».

La question de la légitimité est ainsi au centre de la problématique du terrorisme, puisque les groupes taxés de terrorisme se considèrent bien sûr comme des libérateurs ou des opprimés. Il faut ainsi distinguer des populations qui revendiquent une indépendance ou une autonomie des actes de violences personnelles.

Il convient donc de parler non plus du terrorisme mais des « terrorismes » ou du moins de plusieurs genres de terrorisme :

2.2. Les différentes catégories :

- Le terrorisme d'Etat

- Le terrorisme international
- Le terrorisme religieux
- Le terrorisme politique
- Le terrorisme d'extrême-droite
- Le terrorisme de "droit commun"
- le terrorisme bactériologique ou chimique
- Le terrorisme nucléaire
- Le terrorisme idéologique
- Le terrorisme informatique

2.2.1. Le terrorisme d'État

Le terrorisme d'État se développe pendant la guerre froide. Essentiellement mis en œuvre dans les pays latino-américains alors soumis à des dictatures, mais aussi dans des pays comme la Grèce de 1967 à 1974, ou encore l'Indonésie et la Corée du Sud, le terrorisme d'État consiste en une mobilisation générale de la société dans une guerre contre l'ennemi intérieur, contre la subversion. La doctrine de la sécurité nationale, qui constitue l'ossature idéologique du terrorisme d'État, trouve son origine dans la doctrine Monroe, laquelle affirme que seuls les Américains doivent régir leurs propres affaires, concept étendu par la doctrine Truman à la nécessité de faire pièce à l'influence soviétique partout dans le monde à l'époque de la guerre froide. Cela débouche sur une politique de contre-insurrection, dont les moments forts sont des coups d'État fomentés avec l'aide, parfois directe, de la CIA américaine, contre les régimes progressistes d'Arbenz au Guatemala (1954), de João Goulart au Brésil (1964), de Salvador Allende au Chili (1973), et contre les régimes instables d'Uruguay (1973, suite à la guérilla des Tupamaros) et d'Argentine (1976, suite à un fort mouvement de grèves et de contestation d'Isabel Perón).

2.2.2. Le terrorisme international

Le terrorisme international ne date pas du 11 Septembre ; Carlos a défrayé la chronique dans les années 90 au service de la Lybie, de la Syrie, de l'Allemagne de l'Est, de l'URSS et du Soudan. Le réseau Ben Laden lui-même a déjà sévi contre l'ambassade américaine au Soudan, et à New York même, et lors de l'avion

bloqué à Marseille par le GIA lié au même réseau, et qui était destiné à s'écraser sur Paris; rappelons-nous Lockerbee, l'attentat Rue de Rennes et à la station St Michel...Mais il a pris, le 11 Septembre à New York et Washington une dimension nouvelle, 3000 morts, dans le pays le plus puissant du monde, dont la médiatisation couvrit le monde entier pour devenir un événement planétaire.

2.2.3. Le terrorisme religieux

Nouvellement apparu dans l'actualité de cette fin de siècle, le terrorisme d'inspiration religieuse est en fait l'une des plus anciennes manifestations du terrorisme. Entre 66 et 73 av. J.-C., en Palestine, les Zélotes combattirent l'occupation romaine avec des méthodes relevant du terrorisme en empoisonnant le puits, assassinant et massacrant la population. La principale caractéristique du terrorisme religieux est qu'il s'inscrit dans un référentiel non-temporel. Ses objectifs ne se situent pas au niveau de la société, mais des idées, de la morale ou de la " spiritualité ". Le terrorisme politique, lui, cherche à atteindre des objectifs liés à la société temporelle, il doit donc trouver un équilibre délicat entre l'action violente et une mobilisation nécessaire au soutien politique.

Le terrorisme religieux, évolue dans un système complexe de valeurs d'ordre moral ou spirituel, face auquel la vie humaine n'a qu'un poids limité. C'est une sorte de croisade contre « l'infidèle » qui se veut porteur d'un message religieux. Il se rapproche du terrorisme politique, mais s'en distingue par une violence plus intense. Mais tous cherchent à imposer un ordre moral à la société, parfois de manière paradoxale, comme les « antiabortionnistes » qui n'hésitent pas à assassiner pour promouvoir la valeur de la vie.

2.2.4. Le terrorisme politique

Le terrorisme politique se situe dans un processus révolutionnaire, mais juste en amont d'un conflit ouvert. Il constitue l'outil armé de partis politiques officiels, dont il exploite le soutien populaire pour se légitimer. C'est le cas de l'Irish

Republican Army (IRA), ou de l'ETA... Sa distinction avec le terrorisme de guérilla est souvent délicate. Un des objectifs du terrorisme politique est de faire connaître le mouvement et ses motivations. Le terrorisme nord-irlandais, en dépit de la violence entre les communautés catholique et protestante n'est pas un terrorisme d'inspiration religieuse. Il est le moyen choisi pour changer une situation politique et sociale issue d'une époque où l'appartenance à l'une ou l'autre des communautés avait des conséquences sociales. Ainsi, l'on constate que le terrorisme politique, même s'il est meurtrier, fait souvent preuve de " retenue ". Par exemple, fréquemment, les attentats à la bombe sont annoncés à l'avance, ou les bombes explosent à un moment où le nombre de victimes potentielles est plus faible. L'objectif est plus souvent de démontrer la capacité de tuer, une capacité de conserver l'initiative et est ainsi davantage une manifestation de puissance.

2.2.5. Le terrorisme d'extrême-droite

Le terrorisme de droite occupe une place particulière, car il ne s'inscrit pas dans une logique de désagrégation de l'Etat. Au contraire, son objectif est de créer et de mettre en évidence une situation de chaos qui doit pousser l'Etat à renforcer sa présence, voire instaurer un régime de dictature. C'était la stratégie du " terrorisme noir " en Italie durant les années 80.

2.2.6. Le terrorisme de "droit commun"

C'est l'usage de la terreur pour satisfaire des objectifs exclusivement criminels. Ces objectifs sont le plus souvent de nature rationnelle et visent à promouvoir une activité criminelle lucrative. Le terrorisme de droit commun ne s'intègre pas dans un processus révolutionnaire. Bien souvent, son credo " idéologique " est conservateur. Il cherche à faire pression sur l'Etat afin de garantir sa liberté d'action face au pouvoir politique. Son soutien populaire peut être relativement important au niveau local. Il en est ainsi du soutien accordé aux narcoterroristes, qui, de facto, assurent une certaine prospérité à une région donnée.

2.2.7. Le terrorisme bactériologique ou chimique

Une arme dissuasive à moindre coût. C'est l'utilisation ou la menace d'utilisation de virus, bactéries, champignons ou toxines de micro-organismes dans le but de provoquer une maladie ou le décès d'êtres humains, d'animaux ou de plantes. C'est ce qu'on appelait auparavant la guerre bactériologique. L'enquête, à propos des récents attentats aux USA, a fait apparaître des éléments laissant penser que les terroristes envisageaient d'utiliser de tels moyens. Mais, il n'y a, à ce jour, aucun argument en faveur d'une attaque bioterroriste. « Aux yeux des terroristes, une toxicité extrême est peut-être la propriété la plus intéressante que puisse posséder un agent biologique et ce, même en comparaison avec d'autres armes de destruction massive. » Il semble qu'aux yeux des terroristes, les armes biologiques présentent de l'intérêt pour un certain nombre d'autres raisons, particulièrement en comparaison avec d'autres armes de destruction massive. Certains des facteurs entrant en considération ont trait à la toxicité, aspect que nous venons de voir. Par exemple, vu la puissance létale des agents biologiques, les quantités nécessaires sont moindres; il est donc possible de réduire le coût et la complexité de leur production ou de leur acquisition par d'autres moyens, de sorte qu'il n'est pas nécessaire de disposer d'une importante infrastructure de personnel et d'installations, ce qui est avantageux au point de vue de la sécurité et permet d'éviter plus facilement d'être repéré. Nous expliquerons plus loin combien il est relativement facile et peu coûteux de fabriquer ou de se procurer des armes biologiques, surtout si l'on compare avec les armes nucléaires. Parmi les autres avantages que présentent les agents biologiques

2.2.8. Le terrorisme nucléaire

En général, les agents chimiques et biologiques sont considérés comme moins chers et plus faciles à produire ou à obtenir que les armes nucléaires. Néanmoins, la saisie de matières fissibles spéciales sur le marché noir en Europe au cours des dernières années, quoiqu'en quantités insuffisantes pour qu'il soit possible de construire un dispositif nucléaire explosif, a conféré une nouvelle crédibilité à la menace que le terrorisme nucléaire pourrait lui aussi représenter. Le vol d'une arme nucléaire intacte n'est pas considéré comme très probable, quoique l'instabilité politique et socio-économique dans certains de ces États — dont ceux de l'ex-Union soviétique — puisse susciter certaines préoccupations. À

cet égard, les armes nucléaires tactiques, dont les dispositifs de sécurité pourraient être plus facilement trafiqués, suscitent davantage de préoccupations que les armes nucléaires stratégiques.

Le plus grand sujet de préoccupation est peut-être la sécurité des matières fissibles pouvant être utilisées à des fins militaires, qui sont conservées dans les instituts de recherche et les réserves de combustible de la marine... Les matières radioactives qui pourraient être utilisées pour causer une telle contamination se trouvent dans une vaste gamme d'installations relativement peu sûres, comme les hôpitaux, les laboratoires de recherche, les universités... Certains types de contamination pourraient être plus difficiles à réaliser qu'on ne le croit généralement, mais étant donné l'inquiétude que le nucléaire sous toutes ses formes suscite dans le public, la simple menace pourrait être un outil puissant aux mains de terroristes. Les mêmes considérations s'appliqueraient aux menaces d'attentat contre des installations nucléaires ou des chargements de matières nucléaires susceptibles de libérer des substances radioactives.

2.2.9. Le terrorisme idéologique

Avec les attentats du 11 septembre contre les Etats-Unis, on a assisté à l'émergence d'un terrorisme sans base territoriale définie et qui tend à globaliser le terrorisme parallèlement à la globalisation des échanges mondiaux. Le terrorisme idéologique a enregistré un recul, mais il n'a pas disparu pour autant. Les groupes d'extrême gauche qui ont déjà commis des actes terroristes sont toujours actifs dans certains pays. La progression de l'extrémisme de droite est particulièrement inquiétante, car elle est alimentée par la crise économique et la réaction aux flux migratoires.

2.2.10. Le terrorisme informatique

« La criminalité informatique est un vaste domaine, dont les frontières ne sont pas toujours faciles à définir. Chaque pays a une législation différente à ce sujet, et a réagi plus ou moins vite face à ce problème. En Europe, la Suède a été le précurseur, en instituant une loi en 1973, qui considérait comme crime, l'acquisition non autorisée de données stockées, alors que les Pays-Bas n'ont

considéré l'intrusion (sans dégâts) dans un ordinateur comme un crime qu'après 1990 ».

Le terrorisme informatique est le fait de détruire ou de corrompre des systèmes informatiques, dans le but de déstabiliser un pays ou de faire pression sur un gouvernement.

Mais les attentats informatiques restent limités, jusqu'à présent aucun cas international n'a été signalé. Certains groupes rejetant l'occidentalisation de leur pays, rejettent par conséquent la technologie allant avec, et ne sont donc pas à même de faire du terrorisme informatique, ils restent confinés aux méthodes classiques.

« Le terrorisme informatique doit être vu comme un acte proche d'un acte de guerre, il s'agit, pour être efficace d'établir une stratégie à long terme et d'avoir la maîtrise d'un très grand nombre de facteurs. Le piratage des systèmes informatiques (forcément pour la plupart différents les uns des autres) de manière parfaitement synchronisée, ainsi que l'infiltration d'agents dans différentes compagnies dans le but d'insérer des chevaux de Troie ou des back doors, est un travail de longue haleine. »

2.3. Perspectives

. Le terrorisme, un monde sans frontière

La persistance des nord-irlandais catholiques et protestants, basques, tchéchènes, albanais, bosniaques entretient toujours un terrorisme politique qui est loin d'être résiduel en Europe. En Amérique latine, si les guérillas ont connu un reflux au Pérou, en Bolivie, il n'en est pas de même en Colombie où la guérilla a souvent recours au terrorisme là où il perd l'avantage du terrain. En Asie, l'islamisme aux Philippines, les crises identitaires en Indonésie, le litige territorial entre l'Inde et le Pakistan sur le Cachemire, le séparatisme tamoul au Sri Lanka, l'irrédentisme kurde en Turquie, en Iran ou en Syrie... engendrent tout à la fois des guerres et un terrorisme politique et religieux. Il en est de même au Proche-Orient où le conflit israélo-palestinien, l'occupation syrienne du Liban, l'obscurantisme taliban en Afghanistan nourrissent en plus un terrorisme d'Etat. La résurgence du nationalisme et du fanatisme religieux est devenue l'un des principaux moteurs du

terrorisme. Souvent associés l'un à l'autre, ils contribueront à alimenter l'instabilité, les troubles et le terrorisme encore longtemps...

2.3.1. Terroristes et médias

Dans un monde où l'information et la communication jouent un rôle clé, les terroristes cherchent à utiliser l'impact médiatique que peut avoir un acte violent...

Les médias étant le meilleur vecteur de communication auprès de l'opinion publique, il est aujourd'hui facile de se faire entendre, que la cause défendue soit juste ou non. La rapidité des moyens de transmissions (réseaux satellites, câbles, Internet...), les choix en terme d'information (CNN, Al Jazeera, BBC...) offrent une couverture unique et presque illimitée aux terroristes. Ainsi, les détournements d'avion, notamment ceux perpétrés par les organisations palestiniennes dans les années 1970, ont connu un formidable impact médiatique au niveau mondial, de même que l'attentat de l'aéroport de Lod le 30 mai 1972, commis par l'Armée rouge japonaise, ou les assassinats de Hans Martin Schleyer, chef du patronat allemand, en octobre 1977, par la RAF. Si les attentats du 11 septembre ont marqué ce début du XXIe siècle, la lutte contre le terrorisme risque d'être le fer de lance des décennies à venir et les médias le « fidèle relais ».

2.4. Existe-t-il une définition du terrorisme ?

Dans la mesure où le terrorisme est un phénomène à la fois complexe et multiforme, il est extrêmement compliqué de trouver une définition simple qui décrive bien la problématique. A en croire certains spécialistes, on aurait répertorié plus d'une centaine de définitions. L'ONU est à l'heure actuelle incapable de s'accorder à une définition. Le groupe de « sages » qui s'est réuni récemment sous l'égide des Nations Unies (novembre 2004) a opté pour une définition mettant l'accent sur les civils comme cible privilégiée de groupes ayant pour but de « d'intimider une population, ou d'obliger un gouvernement ou une organisation internationale à agir, ou à ne pas agir. »

Les terroristes ne pouvant s'attaquer aux forces armées, faute de moyens (sauf dans le cadre particulier d'une insurrection comprenant la guérilla), ils sont obligés de s'attaquer à d'autres cibles, y compris, logiquement, les civils. Par ailleurs, le but des terroristes étant généralement de déstabiliser un pouvoir politique, ils jouent avec une opinion publique particulièrement sensible aux problèmes d'insécurité. Dans le cadre de l'évolution de la démocratie qu'a connu le monde au cours des deux derniers siècles, le citoyen est une figure aussi représentative de l'état que ne l'est le gouvernant, et plus vulnérable aussi, ce qui explique pourquoi les gouvernements ont laissé place aux civils anonymes comme cible privilégiée des terroristes. Pour résumer : un acte terroriste est un acte politique dont le but est de déstabiliser un gouvernement ou un appareil politique, où les effets psychologiques recherchés sont inversement proportionnels aux moyens physiques employés et dont la cible principale, mais non exclusive, est la population civile.

Depuis 1979 et la révolution iranienne est apparu le phénomène du terrorisme islamiste qui a supplanté le terrorisme d'inspiration marxiste-léniniste des années 1960-1970. Dans l'histoire, si l'on exclut le cas de la secte des assassins, le terrorisme est principalement un terrorisme « non religieux » ou si l'on préfère, laïc. Il apparaît que les terrorismes ont une chose en commun dans l'histoire : le projet politique, réaliste ou pas, qui anime pratiquement tous les groupes employant la technique terroriste, y compris les anarchistes. Seul exception à la règle, peut-être, les nihilistes russes de la fin du 19^e siècle, immortalisés par Dostoïevski dans les possédés, à travers la figure de Sergeï Netchaïev, mais dont l'impact fut quasiment nul, et qu'on a tendance à confondre avec les populistes et anarchistes russes de la même époque, qui eux commirent beaucoup d'attentats. Or, dans pratiquement tous les cas de figure, se greffe à ce projet politique une idéologie qui peut prendre plusieurs formes : marxiste, anarchiste, fasciste, nationaliste, et fondamentaliste religieuse. Le terrorisme islamiste appartient à cette dernière catégorie, comme de autres formes de terrorisme fondamentaliste. La dimension religieuse du terrorisme, en ce sens, le terrorisme d'inspiration religieuse se rapproche plutôt du terrorisme d'inspiration nationaliste : forte identification à un groupe ; désir profond de changer statu quo politique ; souvent aussi, de revenir à un âge d'or passé (communauté des croyants, Etat indépendant)

plutôt que d'accéder- plus rapidement- à une nouvelle étape de l'histoire.

Aucun groupe ou individu ne s'affiche comme étant « terroriste ». Le terrorisme étant avant tout une technique, le « terroriste » est tout simplement celui qui emploie cette technique à des fins diverses qui peuvent paraître légitimes pour les uns, immorales et abominables pour les autres. Le terrorisme se situant dans la sphère de la guerre psychologique, c'est donc sur ce théâtre que se joue la partie, où les renvois d'images comptent pour une bonne part de la réussite. Le « terroriste » cherche généralement à affaiblir l'état qu'il combat en projetant une image négative de son adversaire (faible, illégitime, corrompu, etc...). L'état tente de son côté de renvoyer une image négative de son adversaire afin d'éviter qu'il ne génère un soutien populaire : le « terroriste » est immoral, irrationnel, barbare, stupide, fanatique, etc.... Or, dans les esprits, le terme « terroriste » est le symbole de cette image négative, que les Etats engagés dans la lutte terroriste ne vont cesser d'amplifier, souvent à l'aide des médias, ces derniers faisant partie intégrale de ce jeu à trois. Rappelons qu'au moment même où Lénine lançait les premières campagnes de terreur de l'URSS-Staline ne fit que suivre le chemin tracé par son illustre prédécesseur-, il s'en prenait d'abord à ceux qu'il qualifiait de « terroriste » (anarchistes, etc.)

Nous touchons ici à la dimension morale du terrorisme (que captent - remarquablement la pièce d'Albert Camus, *Les justes*, basée sur un incident réel). Si l'on s'en tient à une éthique de type kantien, l'emploi du terrorisme est par définition immoral, et rien ne peut la justifier. En revanche, une éthique fondée sur les conséquences de l'acte offre un champ beaucoup plus ouvert : ainsi le terrorisme pratiqué dans le contexte des luttes anticoloniales apparaît-il aujourd'hui, pour certains du moins, comme foncièrement morale, ou tout au moins comme non immorale. Dans le cadre d'un conflit asymétrique du faible au fort, l'emploi de la terreur peut éventuellement se justifier. Néanmoins, la présence de vastes zones grises fait qu'il est parfois très compliqué de donner la mesure exacte de l'acte. Pour exemple : est-il légitime que le Hamas ait recours au terrorisme ? Ou encore, Israël est-il un Etat terroriste ? De toutes manières, il est évident que la plupart des terroristes se perçoivent comme des justes agissant pour une cause supérieure où la fin justifie les moyens. S'il est difficile de trancher sur le vif, il semble toutefois que l'histoire parvienne à faire la part des choses, tout au

moins à légitimer certains actes terroristes (cas de l'Irlande autour des années 1920 ; de l'Inde, du Kenya, de l'Algérie et d'autres durant la décolonisation). Enfin, le terme « terroriste », aussi imparfait soit-il, est plus facile à utiliser que, par exemple, « groupe utilisant l'arme du terrorisme », ce qui explique aussi pourquoi ce terme ambigu est employé dans le langage courant, y compris par l'auteur de ces lignes.

2.5. Le terrorisme de destruction massive présent-t-il un réel danger aujourd'hui ? La fin de la guerre froide a vu disparaître la menace d'un cataclysme nucléaire qui pesait sur le monde tel l'épée de Damoclès. A cette menace se sont substitués deux dangers susceptibles de bousculer le monde relativement sûr des grandes zones industrialisées : la prolifération nucléaire (et des armes de destruction massive) et le terrorisme. Il était logique que ces deux menaces fassent l'objet d'un regroupement représentant la menace ultime contre la paix dans le monde : le terrorisme de destruction massive. Pour des raisons principalement politiques, provoquées en partie par les attentats du 11 septembre 2001 et par l'arrivée au pouvoir la même année des « néoconservateurs », cette menace constitue désormais le cheval de bataille de l'administration Bush, dont l'écho a été véhiculé dans le monde par divers modes de communication, y compris le cinéma et la littérature. Qu'en est-il de ce danger ? Que des groupes terroristes utilisent des ADM (Armes de Destruction massive), cela ne fait aucun doute puisque ce scénario s'est déjà produit au Japon il y a une dizaine d'années. Pour autant, plus une arme a un potentiel destructeur plus elle est difficile à acheter, à obtenir, et surtout à manipuler. Or, les groupes terroristes, à moins qu'ils ne soient appuyés par des Etats, n'ont pas les ressources ou les moyens nécessaires pour se lancer dans des aventures extrêmement périlleuses susceptibles de compliquer une existence déjà fort compliquée. Surtout, les moyens classiques sont amplement suffisants pour les objectifs que les terroristes cherchent à atteindre ; on voit d'ailleurs avec le cas du 11 septembre que des ADM ne sont pas indispensables pour provoquer des destructions massives. Mais le terrorisme est un jeu d'échecs psychologique. Le simple fait qu'un groupe clandestin parvienne à faire croire qu'il possède des ADM représente une victoire politique, ne serait-ce que parce que les Etats engagés dans la lutte anti-terroriste dépensent une grande partie de leurs ressources dans la prévention d'une attaque d'ADM. Dans le même ordre

d'idées, plus un pays est préparé à faire face à une telle attaque, et moins un attentat terroriste aux ADM aurait d'impact sur la psyché collective. En somme, le terrorisme destruction massive est à la fois une réalité toute proche mais qui risque de rester dans la domaine du virtuel pendant encore un moment. Notons que dans l'histoire du terrorisme, les techniques ont très peu évolué depuis l'invention de la dynamite en 1867, pour la bonne raison que la force du terrorisme n'est pas de frapper fort mais en un point sensible où cela fait le plus mal- et en général où on s'y attend le moins –donc où il n'est pas nécessaire de posséder l'arme la plus sophistiquée. Gageons que l'imagination des terroristes se traduira plutôt par des choix de cibles nouveaux et surprenants plutôt que par le désir d'acquérir des armes de destruction massive.

3. LE RESEAU AL-QAIDA DANS LA CORNE DE L'AFRIQUE

3.1. Histoire d'Al-Qaïda

Al-Qaïda a évolué du Maktab al-Kha damât (MAK), une organisation moudjahiddine de résistance contre les forces soviétiques en Afghanistan dans les années 1980. Elle a été fondée par Oussama Ben Laden avec le militant palestinien Abdoullah Azzam. Vers la fin de l'occupation soviétique, beaucoup de moudjahiddines ont voulu étendre leurs opérations pour inclure les luttes islamistes dans d'autres régions du monde. Un certain nombre d'organisations liées à Al-Qaïda ont été formées dans ce but.

Al-Qaïda était l'une de celles-ci , fondée par Oussama Ben Laden en 1988. Le nom d' « Al-Qaïda » ne vient pas du mouvement lui-même mais a été donné par le gouvernement des Etats-Unis d'après le nom d'un fichier sur l'ordinateur de Ben Laden qui lisait les noms des contacts qu'il avait au sein du MAK .Ben Laden souhaitait étendre le conflit à des opérations non militaires dans d'autres parties du monde ; Azzam, en revanche, voulait rester concentré sur les campagnes militaires. Après qu'Azzam aie été tué en 1989,le MAK se divisa et une partie significative de ses membres rejoignirent l'organisation de Ben Laden.

Puisque les autres parties du monde n'étaient souvent pas impliquées dans une guerre ouverte comme l'Afghanistan sous l'occupation soviétique, le passage du MAK à Al -Qaida a impliqué plus de formation dans les tactiques terroristes.

D'autres organismes ont été formés, y compris par Oussama Ben Laden, pour effectuer différents types de action terroristes dans des pays différents.

Après que l'Union Soviétique eut quitté l'Afghanistan, Oussama Ben Laden retourna en Arabie saoudite pendant qu'Al-Qaïda continuait ses opérations d'entraînement en Afghanistan. Il se prononça contre le gouvernement saoudien pendant la guerre du Koweït et fut encouragé à quitter le pays. En 1991, il s'installa au Soudan, alors que le gouvernement islamique du pays devait s'occuper d'une guerre civile. En 1996, il fut expulsé du Soudan après une possible participation à une tentative d'assassinat sur le président égyptien Hosni Moubarak. Oussama Ben Laden retourna alors en Afghanistan avec certains de ses employés soudanais.

Les camps d'entraînement d'Al-Qaïda ont formé des milliers d'islamistes militants à travers le monde ; certains appliquèrent plus tard leur entraînement dans différents conflits dans le monde comme en Algérie, en Tchétchénie, aux Philippines, en Egypte, en Indonésie, au Tadjikistan, en Somalie, au Yémen, au Kosovo et en Bosnie-Herzégovine.

3.2. Des attentas attribuées à Al-Qaïda

1993 - 2005

- 26 février (Etats-Unis) : un attentat à l'explosif au World Trade Center de New York fait six morts et un millier de blessés.

- 13 novembre 1995(Arabie saoudite) : une voiture piégée explose à Riyad, Devant un bâtiment de la garde nationale saoudienne, tuant cinq soldats Américains et deux indiens.

- 25 juin 1996(Arabie saoudite) : un camion piégé explose à l'entrée de l'Américaine de Khobar, près de Daharan, faisant 19 morts (tous Américains) Prés de 400 blessés.

- 7 août 1998 (Kenya et Tanzanie) : Deux voitures piégées explosent près Des ambassades américaines de Nairobi et de Dar es Salaam, faisant au total 224 morts (dont 12 Américains) et des milliers de blessés.

- 12 octobre 2000(Yémen) : 17 militaires américains tués et 38 blessés dans Une attaque suicide contre le destroyer américain USS Cole à Aden.

- 11 septembre 2001 (Etats-Unis) : Quatre avions de ligne sont détournés.

- Deux sont lancés contre les tours jumelles du World Trade Center à New York et le troisième contre le Pentagone à Washington. Le quatrième avions s'écrase en Pennsylvanie avant d'atteindre sa cible. Le bilan de cette série d'attentats est environ 3000 morts.

-11 avril 2002 (Tunisie) : 21 personnes (dont 14 Allemands) sont tuées dans un attentat-suicide contre la synagogue de la Ghriba à Djerba.

-8 mai 2002 (Pakistan) : un attentat-suicide à la voiture piégée contre un autobus transportant des employés de la direction des constructions navales(DCN) française fait 14 morts (dont 11 Français).

-6 octobre 2002 (Yémen) :un attentat au large du Yémen contre le pétrolier français le Limburg cause la mort d'un de ses membres d'équipage.

12 octobre 2002 (Indonésie) : un attentat à la voiture piégée contre une discothèque à Bali fait 202 morts 300 blessés, majoritairement des touristes australiens.

-28 novembre 2002 (Kenya) :18 personnes sont tuées dans un attentat-suicide contre un hôtel de Mombasa. Le même jour, un avion israélien échappe au tir de deux missiles lors de son décollage de Mombasa.

-12 mai 2003 (Arabie saoudite) : un triple attentat-suicide à Ryad, perpétré par 15 kamikazes dans un complexe résidentiel, fait 35 morts et 194 blessés.

-5 août 2003 (Indonésie) : un attentat –suicide au fourgon piégé contre l'hôtel américain Marriott à Jakarta fait 12 morts et 150 blessés.

-8 novembre 2003 (Arabie saoudite) : un attentat-suicide à la voiture piégée dans un complexe résidentiel de la banlieue ouest de Ryad fait 17 morts et une centaine de blessés.

- 12 novembre 2003 (Irak) : un attentat au camion piégé contre une base militaire italienne à Nassiriyah fait 28 morts (dont 19 Italiens).

-16 novembre 2003 (Turquie) un double attentat à la voiture piégée contre deux synagogues d'Istanbul fait 25 morts et plus de 300 blessés.

-11 mars 2004(Espagne) : ce sont 191 personnes qui ont péri et 1500 qui ont été blessées à bord de trains de banlieue du capitale Madrid, cette Attaque constitue le plus important acte terroriste jamais survenu en Europe.

-28 mai (Arabie saoudite) :vingt-deux morts après l'assaut donné contre Des membres présumés d'Al-Qaïda qui retenaient depuis la veille une Cinquantaine de personnes en otage dans un immeuble d'un complexe Résidentiel.

-7 juillet 2005 à Londres revendiqué au nom de la marque Al-Qaïda.

-23 juillet 2005 : Attentats à Charm el-cheikh. Le bilan est de 88 morts.

-14 septembre : Al-Qaïda revendique onze attentats, dans la même Journée, à Bagdad pour venger les sunnites tués lors de la bataille de tall Afar : 150 morts et 230 blessés.

3.3. La création d'Al-Qaïda

Oussama Ben Laden, originaire du Yémen, né le 10 mars 1957 à Riyad en Arabie saoudite est le chef fondateur du réseau terroriste Al-Qaïda.

Le FBI le désigne comme le terroriste le plus recherché au monde. Toujours selon le FBI, Oussama Ben Laden est connu sous plusieurs pseudonymes dans les milieux terroristes, dont « Le Prince », « l'Emir », « Abou Abdallah », « Moudjahid Cheikh », « Hajj », « le Directeur ».

Ben Laden est issu d'une riche famille d'Arabie saoudite, originaire du Yémen. Son père Mohammed a réussi à bâtir un empire dont le fleuron est la Bin Laden Construction group, une importante entreprise de bâtiments-travaux publics détentrice de nombreux contrats d'exclusivité avec le gouvernement saoudien. La proximité avec la famille royale (famille princière Ibn Saoud) participe à la fortune de l'entreprise qui, devenue une des premières entreprises de construction au monde, se diversifie et devient le Saudi Binladin Group aux nombreuses ramifications. Parmi elles, la Bin ladin Télécommunications.

Oussama Ben Laden a 53 demi-frères et demi-sœurs (de plusieurs mères). Lui - même a une vingtaine d'enfants.

Le jeune homme fait des études commerciales et techniques à l'université de Djeddah Arabie saoudite, puis il intègre le group familial vers le milieu des années 1970.

Il étudie à cette période les textes principaux du wahhabisme, principale école de droit musulman en Arabie saoudite, comme le font la plupart des étudiants saoudiens.

En 1979, il est approché par le prince Turki Al Fayçal, alors chefs des services secrets de l'Arabie saoudite (de 1977 à 2001), actuel ambassadeur d'Arabie saoudite à Londres, et fils de l'ancien roi Fayçal ben Abdel Aziz Al-saoud (de 1964 à 1975). A l'époque, l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS vient de

commencer. Le recrutement de militants islamistes internationaux débute. Ce mouvement est soutenu notamment par l'Arabie saoudite qui y voit une possibilité de diffusion du wahhabisme, le Pakistan qui se verrait à terme à la tête d'une future internationale islamique et les Etats-Unis qui y voient un moyen de prêter main forte aux moudjahiddines d'Afghanistan en lutte contre l'envahisseur soviétique.

Le prince saoudien Turki lui demande d'organiser le départ des volontaires pour l'Afghanistan et leur installation à la frontière pakistanaise. Le jeune homme est enthousiaste. En effet la cause est en accord avec sa vision de la foi ; d'autre part, ce combat contre le Soviétiques est extrêmement populaire dans le monde entier, jusqu'en Occident. Enfin, il obéit ainsi aux désirs de la famille royale.

En arrivant sur place, le jeune homme découvre des militants motivés, mais très peu organisés. L'amateurisme règne. Ben Laden coordonne l'arrivée des militants à Peshawar via une organisation appelée « Bureau des services ». Il met en place une véritable organisation et assure la formation militaire et idéologique des combattants (camps d'entraînement, mosquées, école, etc.) ainsi que l'approvisionnement en armes. Peu à peu, il prend en charge les familles. Il s'occupe des veuves et de l'éducation religieuse des enfants. L'organisation devient alors une véritable fraternité et une nouvelle force politique dans un Afghanistan déjà morcelé.

C'est ainsi que le jeune homme timide prend de l'autorité. Il participe lui-même à quel que combats. Son prestige grandit parmi ses hommes. En 1989 son mentor et ami, le palestinien Abdallah Yousef Azzam, est assassiné. Oussama Ben Laden se retrouve alors à la tête de l'organisation. Elle la base d'Al-Qaïda, logistique du djihadisme internationale.

3.4. Terrorisme dans la corne de l'Afrique

Il y a plusieurs réseaux. D'abord celui de l'Afrique de l'est. Sur la liste des 22 terroristes plus recherchés, y compris les suspects des bombardements des ambassades américaines de Nairobi et Dar Es Salam, figurent 12 d'origine africaine : 7 Egyptiens, 1 Libyen, 2 Kenyans, 1 Tanzanien, 1 comorien. Just après de nom de Bin Laden, on trouve ses deux adjoints : Ayman al-Zawahri et

Mohamed Atef, tous deux Egyptiens. Une récompense de 25 millions de dollars a été promise à quiconque fournirait des informations conduisant à leur arrestation.

« La base » (Al-Qaïda) de bin Laden est soupçonnée d'avoir une forte présence dans des pays de l'Afrique de l'Est notamment au Kenya, en Tanzanie, en Ouganda tout comme au Soudan.

Depuis 1992, Al-Qaïda a créé au Kenya un réseau spécial, qui plus tard s'est étendu aux pays voisins. Le choix du Kenya ne serait pas casuel. De potentiels terroristes islamistes peuvent se cacher parmi la grande communauté islamique du Kenya. Il est possible de trouver des officiers de police complaisants et des banques locales prêtes à transférer de l'argent sans trop d'enquêtes sur son origine. Dans une certaine mesure, on peut dire que les attentats presque simultanés d'août 1998 aux ambassades américaines de Nairobi et Dar es Sallam étaient le test final pour les attaques à New York et Washington. Ils ont fait 224 morts et plus de 5000 blessés. Le camion-bombe explosé à Nairobi transportait 6 caisses en bois, contenant chacune près de 40 kg de TNT mélangés à du nitrate d'aluminium. L'explosif était arrivé à Nairobi par la voie de terre deux semaines auparavant, probablement de Somalie. Le 19 octobre 2001, à New York, trois personnes ont été condamnées à la prison à vie, accusées d'implication directe dans l'attentat à la bombe : parmi elles, Khamis Mohamed, tanzanien de 28 ans.

Toujours en connexion avec les attaques de New York et Washington, la police Kenyane a reçu du FBI une liste de 200 suspects liés à de possibles activités terroristes. La police est actuellement en train de surveiller les mouvements d'un certain nombre des ONG islamiques et des groupes d'affaires basées au Kenya dans le domaine surtout de l'exportation du poisson. On a aussi reçu une liste similaire aussi l'Ouganda, la Tanzanie et l'Afrique du sud.

Afrique de l'Est. La Tanzanie est parmi les pays qu'on croit abriter des fondamentalistes islamiques. On pense que les partisans de Bin Laden œuvrant dans ses camps au Soudan sont basés à Dar es Salaam et au Zanzibar. La police a concentré ses investigations sur la côte et à Mwanza, Tanga et Lindi, où beaucoup de pakistanais, Indiens et Afghans ont acheté des fermes agricoles et construit des écoles islamiques.

En 1991, Bin Laden s'était déplacé au Soudan, où il fut accueilli par le leader du Front Islamique National, Hassan El Turabi. A Khartoum, Bin Laden a créé un

immense business, regroupant des compagnies présentes dans des entreprises immobilières, des travaux publics, le bâtiment, des projets agricoles et des banques. La compagnie de construction Al Hijrah a construit la route « révolution-naire » (Twari) de Khartoum à port Soudan, et une tannerie à Khartoum. Une autre compagnie est la Khudarat Transport Company et un troisième est Al Thamar Al Mubaraku, un géant dans le secteur agricole (arachides, fruits, sésame, maïs, légumes et blé). Ces produits ont été exportés à travers d'autres pays pour échapper aux sanctions internationales contre le Soudan, procurant de très grands profits de la vente en Europe et en Amérique. En 1994, Bin Laden finança trois camps terroristes au Nord Soudan, où des militants provenant de l'Algérie, de la Tunisie, de la Palestine étaient entraînés. En juin 1995, la tentative d'assassinat du président égyptien Hosni Mubarak par la Gama' a Islaiyya, qui a des bases au Soudan, avait provoqué une forte réaction internationale. Washington et l'Arabie Saoudite avaient exercé des pressions sur Khartoum pour qu'il expulse Bin Laden. En mai 1996 bin Laden quitta le Soudan pour passer en Afghanistan.

En Somalie, l'attention a été attirée sur le Groupe Al-Itthad al-Islamiya, qui a des intérêts dans le secteur bancaire. La Somalie peut se révéler un refuge attrayant pour les militants islamistes à cause de la faiblesse de son gouvernement et la non-existence de police et de systèmes judiciaires.

En Afrique du sud, un rapport de 1998 révéla « des plans islamistes secrets ». Le rapport écrit par les services secrets sud-africains, montra que la fondation internationale Al Aqsa, qui finance le Hamas palestinien (un mouvement terroriste anti-israélien), a été active dans le pays depuis 1992.

Al-Qaïda serait présente dans plus de trente pays à travers le monde. En Afrique elle est présente en Algérie, en Egypte, en Erythrée, Éthiopie, Libye, Kenya, Mauritanie, Somalie, Soudan, Tunisie, Ouganda, et en d'autres pays pas encore spécifiés. Elle aurait acheté des quantités respectables de diamants en Sierra Leone. Le diamant ne déclenche pas d'alarme dans les aéroports, les chiens n'arrivent pas à le détecter, on peut le cacher facilement et le changer sans problèmes en devise.

En particulier, avec des groupes terroristes en Egypte et en Algérie : Egypte. Jihad Islamique : Fondée en 1973. Il a pour objectifs de renverser le gouvernement égyptien et de le remplacer par un régime islamiste. Il est responsable de

l'assassinat du président Anwar Sadat(1981) et auteur aussi des bombes aux ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie.

Al-Gama'a al-Islamiya : Formé en 1990, en se séparant du Jihad islamique, ce groupe a pour but de renverser le gouvernement égyptien. Il est responsable de : l'attaque à la world Trade Center à New York en 1993, qui fit 6 morts et 1042 blessés ; l'atteinte à la vie du président Hosni Mubarak en Éthiopie, en 1995 ; le massacre de touristes à Luxor, avec 62 victimes, en 1997.

Algérie : Groupe Armé Islamique(GIA). Fondé en 1992, il vise à créer un Etat islamiste en Algérie. Ce groupe est responsable, entre autre, du meurtre du président Boudiaf(1992) ; de l'attentat à la bombe à l'aéroport d'Alger (1992) ; des bombes dans le métro de paris (1995) etc.

3.4.1. SOUDAN

Ce pays qui a soutenu l'Iraq lors de la première guerre du golf, figure toujours sur la liste dressée par Washington et répertorient les états soutenant le terrorisme. Oussama ben Laden en effet, après que sa présence en Afghanistan ait été jugée « encombrante » ce dernier est venu s'installer à Khartoum, capital du Soudan, fin 1990. Oussama ben Laden profitera de son séjour pour y rencontrer des combattants du Djihad égyptien fuyant la répression, ainsi que de nombreux membres de différents mouvements radicaux, notamment yéménites et algériens. Il y établira également les bases de son système financier. C'est d'ailleurs dès 1991 qu'il participera à la création de la « Al Shamal Islamic Bank », en y investissant 50 millions de dollars.

Ben Laden était également un des principaux actionnaires au site pharmaceutique d'Al-Shifa, bombardé par les américains le 20 août 1998. Washington estimait que l'usine était susceptible de produire des composants d'armes chimiques.

Actuellement, le Soudan paraît bien trop occupé par ses conflits internes pour jouer un rôle majeur sur la scène du terrorisme international, cependant certaines structures y sont toujours présentes. C'est le cas de l'Agence islamique d'aide à l'Afrique (Islamic african relief agency), dont le siège se trouve à Khartoum. Les autorités américaines ont annoncé avoir procédé aux gels des avoirs et comptes bancaires de cette agence, ainsi que de ceux de cinq de ses cadres. D'autre part, la « Jamah el Jihal el-Eritrea » y serait toujours représentée. C'est une des raisons qui pousse Asmara à accuser régulièrement le Soudan de terrorisme. Comme ce

fut le cas après l'explosion d'une bombe dans la ville érythréenne de Bantu, en mai 2004.

Dans un autre domaine, si le Sud-Soudan semble être sur la voix d'une paix durable ce n'est pas encore le cas du Darfour. Cela soulève un autre problème qui peut être indirectement lié au terrorisme, celui des armes. Si l'Union européenne a décidé d'imposer au Soudan un embargo sur les ventes d'armes, le Conseil de sécurité de l'ONU ne s'est pas encore prononcé sur ce sujet et cela bien que plusieurs ONG telles que Amnesty international ou Human Rights Watch en aient fait la demande... Ainsi, en septembre 2004, un journal londonien s'inquiétait de l'usage réservé à 150 missiles sol-air de type « super igla » commandés par Khartoum. Ces derniers sont comparables au modèle américain « Stinger » et peuvent être mis en œuvre par une seule personne. On imagine ce qui pourrait advenir si quelques uns tombaient entre les mains de terroristes...

3.4.2. KENYA

Sur le continent africain, le Kenya est sûrement le pays qui a payé le plus lourd tribut au terrorisme international. D'ailleurs, lorsqu'on parle de lutte antiterroriste planétaire, on fait généralement référence au terrible attentat mené le 7 août 1998, contre l'ambassade américaine à Nairobi. Il est vrai que le bilan en fut très lourd : 212 morts et 4650 blessés. Encore plus récemment, en novembre 2000, un véhicule piégé explosait à proximité d'un hôtel de Mombasa, faisant 18 victimes. Au même moment, à l'aéroport de Mombasa, un avion d'une compagnie charter israélienne échappait de justesse au tir d'un missile sol-air. Ces deux attentats qui visaient des intérêts israéliens ont été attribués à la mouvance Al-Qaïda.

Devant la persistance de la menace terroriste, les autorités Kenyans ont créé, un centre antiterroriste. Ses objectifs sont ambitieux : recueil de renseignement, mise au point d'une stratégie à long terme, lutte contre le blanchiment d'argent, le trafic de stupéfiants et la prolifération illégale d'armes.

Il n'empêche que la communauté musulmane, évaluée à 30% de la population et occupant principalement les villes côtières du pays, compte un bon nombre de sympathisants de l'islamisme radical. D'ailleurs Mombasa a déjà été le théâtre de manifestation anti-américaines, louant l'action d'Oussama ben Laden.

Tous ses éléments, ajoutés à la perméabilité de sa frontière avec la Somalie où encore réfugiés de nombreux « afghans arabes », font que la menace terroriste pesant sur le Kenya peut être qualifiée d'élevée.

3.4.3. SOMALIE

Le cas de la Somalie peut être considéré comme particulièrement complexe. En effet, si ce pays n'a jamais été jusqu'à présent le théâtre d'attentats liés au terrorisme international, l'anarchie y prévalant depuis 1991 en fait une excellente terre d'asile pour terroristes en fuite. Les différents chefs de guerre qui s'y partagent le territoire sont, pour certains au moins, des alliés sûrs de la mouvance Al-Qaïda. D'ailleurs, lors des opérations antiterroristes menées par les Etats-Unis et leurs alliés en Afghanistan, de nombreux mouvements maritimes quittant les côtes pakistanaises pour rallier la Somalie ont été détectés.

Tout récemment, après l'annonce d'un prochain déploiement d'une force internationale de maintien de la paix destinée notamment à sécuriser le retour en Somalie du nouveau gouvernement, Mogadiscio a été le théâtre de plusieurs manifestations.

D'autre part, les investigations menées à la suite des attentats sanglants de Nairobi et de Dar-es-Salam, en août 1998, ont démontré que non seulement les bombes utilisées avaient été confectionnées en Somalie mais que ces opérations y avaient également été planifiées.

Quelques mois après les attentats du 11 septembre 2001, Washington a procédé au gel des avoirs de la principale société somalienne de transfert de fonds « Al-Barakat ». Celle-ci, utilisée notamment par les somaliens en exil qui transféraient ainsi chaque année pas moins de 500 millions de dollars à leurs familles restées au pays, a été accusée de soutenir le terrorisme international.

Plus récemment, l'enquête concernant l'attentat de novembre 2002 à Mombasa, a établi que les auteurs présumés étaient en contact téléphonique avec Fazul Abdullah Mohamed et que ce dernier, un des principaux suspects des attentats de 1998, serait actuellement réfugié en Somalie.

N'oublions pas non plus que le Punt land, région autonome du Nord-est de la Somalie, abrite « Al-Ittihad al-Islamiya » (Unité de l'islam), organisation qui aurait reçu une attention particulière des cadres d'Al-Qaïda en 1992 et qui est

accusée d'avoir apporté une aide logistique dans le cadre des attentats de Mombasa, en 2002...

3.4.4. ETHIOPIE

L'Ethiopie n'est pas directement confrontée au terrorisme international. Toutefois, ne serait ce que sur le plan régional, son territoire abrite encore quelques sympathisants, voire même quelques Organisations, pouvant être associées au terrorisme. C'est le cas du FLO (Front de libération Oromo), ou bien du Front national de libération de l'Ogaden (ONLF), actif en territoire somali. Ce dernier est associé à l'organisation somalienne « Al-Ittihad al-Islamiya » qui voudrait mettre en place d'un état islamique indépendant en Ogaden. N'oublions pas que « Al-Ittihad al-Islamiya » (Unité de l'islam) est liée à la mouvance Al-Qaïda...

Après le 11 septembre, les américains ont envoyé un certains nombre de spécialistes en Ethiopie afin de faire le point sur les activités de ces groupes. En novembre 2001, les troupes éthiopiennes qui ont mené une incursion jusque dans la ville de Galkayo, à la punt land. Le but de cette opération aurait été de recueillir des informations sur une des bases de « Al-Ittihad al-Islamiya », située à proximité du port d'Al-Quray, se trouvant entre puntland et Somali land.

3.4.5. YEMEN

Le Yémen est souvent cité depuis que l'attention des médias internationaux est braquée sur Al-Qaïda et les réseaux de l'islamisme radical. Les Etats-Unis n'oublent pas l'attentat contre l'USS Cole dans le port d'Aden, le 12 octobre 2000 (17 victimes américaines), et insistent beaucoup pour que le gouvernement yéménite soutienne pleinement leur campagne contre le terrorisme. Il semble que les autorités yéménites coopèrent, malgré les frictions qui avaient surgi lors de l'enquête sur l'affaire Cole- frictions en partie provoquées par l'attitude jugée arrogante des agents du FBI débarqués alors en force au Yémen.

Depuis le 11 septembre, en revanche, la collaboration semble s'être améliorée. Un groupe de soldats des forces spéciales américaines entraînerait depuis plusieurs semaines déjà l'unité antiterroriste de l'armée yéménite. En même temps, le gouvernement est désireux d'éviter de provoquer des insurrections dans les zones contrôlées par des clans bien armés : le pays a déjà une histoire récente agitée.

C'est surtout l'implication de différents citoyens yéménites dans des activités extrémistes au cours des dernières années qui explique que le nom du pays revienne fréquemment dans l'actualité : plusieurs détenus de Guantanamo sont des yéménites, des porteurs de passeports yéménites se trouvaient également parmi les suspects des attentats contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie en 1998. Rappelons que la famille ben Laden elle-même est d'origine yéménite : le père du célèbre activiste avait immigré en Arabie saoudite dans les années 1950. Les sympathisants d'Oussama ben Laden ne manquent pas au Yémen (ce qui ne signifie pas nécessairement des liens avec Al-Qaïda).

3.4.6. DJIBOUTI

Un pays dont la superficie excède à peine 23000 km carré pour une population de 800.000. La population de ce pays a su tirer profit de sa situation géographique. Comptoir commercial, ce bout de désert, est devenu un site stratégique avec l'ouverture du canal de Suez, sur la mer rouge. Les énergies fossiles ont fait le reste. Point de passage de près du tiers de la consommation mondiale de pétrole, le détroit du Bab el-Mandeb a donné à Djibouti une importance stratégique réelle. A l'indépendance du pays, en 1977, la France y a maintenu une présence militaire. Depuis, les attaques terroristes du 11 septembre 2001 et le déclenchement d'une guerre mondiale contre le terrorisme ont conforté la position géopolitique de Djibouti.

L'ancien Territoire des Afars et des Issas sont courtisé par les capitales occidentales. Pays-Bas, Allemagne, Espagne ont signé des accords de coopération militaire. Dans leur sillage, les Etats-Unis ont également pris pied à Djibouti. Le camp Lemonnier héberge désormais le quartier général de la Combined Joint Task Force (CJTF) dans la corne de l'Afrique, placée sous commandement américain. Les objectifs de la CJTF ? Surveillance et intervention dans les espaces aérien, maritime et terrestre de six pays africains (Erythrée, Ethiopie, Djibouti, Kenya, Somalie et Soudan), ainsi qu'un pays du Proche-Orient, le Yémen.

Le Yémen est considéré par les Américains comme une base de repli possible pour le réseau Al-Qaïda, tout comme la Somalie. Un attentat a visé, en décembre 2002, des intérêts israéliens à Mombasa, au Kenya. Et des explosions avaient

ravagé les ambassades américaines à Nairobi et à Dar es-Salaam (Tanzanie), le 7 août 1998. Dans ce contexte, Djibouti est promu au statut de grande base permanente américaine.

3.5. Mouvement Islamique Somalien

Plus de la moitié de la population africaine est de religion musulmane. L'islam a fait son apparition sur le continent avec l'arrivée des navigateurs arabes et perses qui ont installés des comptoirs commerciaux sur les côtes orientales de l'Afrique, et cela dès le 7^{em} siècle. La présence de l'islam dans les pays de la corne de l'Afrique, et en Somalie en particulier n'est donc pas une nouveauté. Il est vrai cependant que depuis la recrudescence du terrorisme islamiste, divers mouvements radicaux ont vu le jour et profitent du chaos qui règne maintenant depuis plus de quatorze ans dans ce pays pour abriter, recruter et former ceux qu'on appelle maintenant des djihadistes. Il paraît donc intéressant de faire le point sur ces mouvements et sur leurs activités connues.

A partir de la chute du dictateur Said Barre, le 26 janvier 1991, renversé, après un soulèvement de la capitale, Mogadiscio, par un puissant chef de guerre du clan Hawiye, Mohamed Farah Aïdid, la Somalie a peu à peu sombré dans le chaos.

Somalie- née de la fusion de deux territoires sous tutelle coloniale (britannique au nord, italien au sud), cette état présente la particularité d'être un des pays africains à la population la plus homogène : une même ethnie, une langue(le somali) et une religion (l'islam sunnite) communes à tous. Les conflits n'y sont donc ni ethniques ni religieux, mais opposent clans et sous-clans. Ces affiliation vont déterminer les lignes de force politiques, jusqu'au soutien ou au rejet, récemment, des islamistes.

Des septembre 1991, des combats écalant, au sud, entre le nouveau régime et des milices restées fideles à Siyad Barre. Deux moins plus tard, la guerre gagne Mogadiscio. Le conseil de sécurité des nations unies vote alors un embargo sur les ventes d'armes. Il aura le plus grand mal à le faire respecter, vu la porosité des frontières (une population somalie y résidant de part et d'autre).

Un cessez-le-feu est signé en mars 1992 entre deux chefs de clan (Ali mahdi et le général Aïdid). Premier d'une interminable liste, il prévoit des observateurs pour le surveiller et une force de sécurité pour escorter des convois humanitaires. Dans la foulée, le conseil institue l'ONUSOMI, une force d'interposition menée par les Etats-Unis. Washington et Paris s'engagent à acheminer l'aide.

Le chaos perdurant, les Américains lancent, en décembre 1992, l'opération « Restore Hope » (« rendre espoir »), qui semble d'abord couronnée de succès. Une conférence de réconciliation est organisée en mars 1993 à Addis Abeba, capitale de l'Ethiopie. Des institutions de transition sont créées. Le conseil de sécurité, lui, instaure l'ONUSOMII. Mais, en mai, le somali land fait à nouveau sécession. Depuis, cette région s'autogère dans un calme relatif. Mais, dans le reste du pays, la situation se dégrade : 24 casques blues pakistanais sont tués à Mogadiscio. L'ONUSOM y lance alors une vaste opération de désarmement. Le 13 juin, des casques blues tirent sur des manifestants. Ils commencent à arrêter des suspects. Les Américains lancent de raids meurtriers sur Mogadiscio.

Dans une capitale où les combats redoublent, des miliciens abattent, en octobre 1993, deux hélicoptères : 18 militaires américains périssent. Leurs dépouilles mortelles sont traînée dans les rues. Ces images feront le tour du monde et inciteront le président Bill Clinton à annoncer le départ des troupes américaines avant le 31 mars 1995. dès lors, la somalie est livrée à elle-même... et à ses voisins.

L'éclatement du pays, divisé entre des régions contrôlées par des factions qui s'affrontent, se poursuit. Au nord-est, le punt land s'autoproclame « région autonome » et établit son système de visas. En 2002, une nouvelle de conférence de réconciliation nationale est organisée au Kenya voisin. Elle aboutit, en juillet 2003, à un projet de charte prônant le fédéralisme. Les chefs de guerre acceptent la création d'une assemblée intérimaire.

L'insécurité régnant en somalie, ce « parlement de transition » où tous les clans sont représentés, siège à Nairobi, au Kenya. Il désigne un chef de l'état (Abdullahi Youssouf Ahmed), lequel nomme un premier ministre (Ali Mohamed Gedi). Ce

dernier tentera, en mai 2005, de se rendre à Mogadiscio il devra fuir la capitale après une tentative d'assassinat.

En février 2006, des chefs de guerre soutenus par les Etats-Unis créent une alliance pour la restauration de la paix et contre le terrorisme. En mars, des combats éclatent entre ses forces et celles de l'union des tribunaux islamiques, une formation basée sur les tribunaux religieux existant de longue date.

Un cessez-le-feu est signé le 22 juin à Khartoum (Soudan). Mais, dès juillet, Hassan Dahir Aweys, porté à la tête des Tribunaux Islamiques, appelle à la « guerre sainte » contre l'Ethiopie. Et des chefs islamistes reprennent la vieille revendication de rattachement à leur pays des terres peuplées de somalis, dans l'Ogaden éthiopien et au nord du Kenya.

Les deux adversaires, islamistes et gouvernement de transition, signeront un nouvel accord le 5 septembre 2006. Mais les combats continuent. A quelques différences près, la situation des tribunaux islamiques en somalie ressemble à celle des taliban en Afghanistan au début des années 1990. Cependant, leur émergence intervient dans un contexte international très particulier où la lutte contre le terrorisme internationale est devenue une mode depuis que les Etats-Unis avaient été ciblés par des attentats terroristes. Pour les Américains, ces Tribunaux représentent une menace pour leurs intérêts dans cette région hautement stratégique pour le trafic maritime international. Le monde les considère comme le prolongement d'Al-Qaïda en Afrique de l'est, de la même manière qu'il a considéré les groupes armés activant dans la sous-région du Sahe comme une extension de cette nébuleuse mondiale.

D'après quelques sources, ils seraient 3000 à 4000 combattants bien entraînés, dont certains ont fait un passage dans les camps d'entraînement afghans, du temps du jihad antisoviétique ou, plus souvent, sous les talibans. A la fois force d'élite du régime des tribunaux islamiques et commissaires politiques, ils pesaient un poids démesuré dans le régime islamique, qui a régné à Mogadiscio de juin à décembre. C'est eux aussi qui prenaient en charge les combattants étrangers, dont beaucoup des arabes, des soudanais, des afghans, des pakistanais et quelques occidentaux, venus rejoindre le nouveau front du jihad mondial. Surtout, l'un des trois membres d'Al-Qaïda recherchés par Washington en Somalie semblait avoir

des liens étroits avec les tribunaux islamistes. Il s'agit de Tareq Abdallah, Alias Abou Talha Al-soudani, suspecté d'avoir financé l'attentat rate de Mombasa, sur la côte kenyane, en novembre 2002 contre un avion israélien et une attaque suicide contre un hôtel touristique, le même jour, dans la même ville.

4. POURQUOI LE TERRORISME ISLAMIQUES S'EN PREND-IL A L'AFRIQUE ?

L'Afrique est aujourd'hui la victime d'attentats. Alors, pour quoi l'Afrique ? La première raison est que le continent offre probablement des bases de rempli aux organisations islamistes internationales. La seconde est que la sécurité est moindre en Afrique : elle reste une culture à enseigner, notamment dans les aéroports. Il n'existe aucun fichier anti-terrorisme, les services de renseignements sont inopérants. L'Afrique est déchirée par toutes sortes de conflits régionaux et la lutte contre le terrorisme n'est pas sa principale préoccupation.

Signalons enfin une forte implantation des musulmans, sunnites et chiites, en Afrique avec une sorte de concurrence entre ces deux branches de l'islam. Par exemple, les chiites sont nombreux au Sierra Léone, en Côte d'Ivoire et dans les pays francophones. Très intégrés dans la société, ils financent des centres de prières, des écoles de prosélytisme et des mosquées. Ils sont également très présents dans le commerce, ce qui facilite le transport. Certains sont proches des cadres dirigeants et exercent une véritable influence sur le pouvoir. Il faut se garder de stigmatiser ces populations, mais il est évident que certains éléments sunnites ou chiites sont les relais des réseaux terroristes en Afrique.

Plus simplement encore l'Afrique est victime d'actes terroristes parce qu'elle est une destination touristique : c'est le cas par exemple au Kenya, au Maroc ou à Djerba, en Tunisie. Or les sites touristiques sont la cible privilégiée des terroristes d'Al-Qaïda, qui peuvent ainsi toucher des ressortissants de différents Etats et sont ainsi assurés d'une médiatisation importante de l'événement.

Enfin, la pauvreté du continent africain est un facteur qui facilite le recrutement de Kamikazes dans la population. Al-Qaïda est présente dans les quartiers les plus pauvres du Nigeria, ou encore dans les pays du Sahel, où se trouvent sans doute aujourd'hui les bases arrière les plus importantes de cette organisation terroriste en Afrique. Ils cherchent aussi à islamiser les pays pauvres, car la pauvreté est un terrain fertile pour renforcer la foi religieuse. Tout cela explique que la propagande et le prosélytisme se développent aujourd'hui en Afrique.

5. LA ROLE DES ARMEES ETHIOPIENNE CONTRE LE TERRORISME

La défense a pour but d'assurer en tout temps, en toutes circonstances et contre toutes les formes d'agression, la sécurité et l'intégrité du territoire ainsi que la vie de la population. La lutte contre le terrorisme dépasse le seul cadre de l'action militaire : elle est, pour l'essentiel, une action de répression d'activités criminelles fondée sur le renseignement, l'action judiciaire et policière. S'agissant de la protection de la population et du territoire, elle est de la responsabilité des autorités civiles chargées de coordonner l'action des ministères concernés (intérieur, justice, finances, santé, agriculture, etc....).

Néanmoins, la défense dispose de responsabilités particulières qui la conduisent à jouer un rôle majeur dans la lutte contre le terrorisme, complémentaire de celui des forces chargées de la sécurité intérieure, le terrorisme agissant comme une menace stratégique, il est légitime que la défense mobilise les ressources dont elle dispose pour lui opposer l'efficacité de ses moyens. La défense est en effet dotée de capacités spécifiques dans des domaines tels que la protection nucléaire, radiologique, bactériologique, chimique (experts, laboratoires, service de santé des armées) la sécurité des approches maritimes et aériennes, le renseignement, le soutien logistique aux populations, l'assistance médicale d'urgence, le contrôle de zone et des flux d'approvisionnement, la protection d'installations ou la sécurité des ressortissants ainsi que l'expérience de la planification et de la gestion des situations de crise complexes.

La défense dispose, par ailleurs, d'une expérience et de capacités uniques, fruits de sa mission d'adaptation permanente à la menace, pour développer les technologies et les systèmes nécessaires à la lutte contre le terrorisme. Elle est le

premier investisseur, tant public que privé, dans la défense constitue la seule institution publique capable de déployer une réponse forte et rapide, tant en ce qui concerne le nombre d'hommes, le volume et la puissance des matériels employés, ou même la logistique et l'organisation.

Dans le cas d'un attentat de masse, la défense serait capable de déployer, à la demande des autorités civiles, des moyens tant humains que matériels conséquents dans les domaines du transport, du soutien santé, de la logistique ou de la planification. Outre ses capacités uniques et ses moyens lourds, l'outil militaire présente des avantages indéniables en termes de disponibilité et de rapidité de mise en œuvre dans le cas de situations d'urgence.

5.1. L'intervention de l'Ethiopie

Les raisons de l'intervention de l'Ethiopie sont multiples : l'Ethiopie a pourtant été le théâtre, au cours des mois écoulés, d'un certain nombre d'attentats à la bombe non revendiqués. Au total, ce ne sont pas moins d'une vingtaine d'explosions qui ont frappé Addis-Abeba, mais également différentes villes du pays. Ainsi le 7 mars 1994, trois grenades ont explosé dans la capitale, faisant au moins quatre blessés. Le 27 mars, toujours à Addis-Abeba, cinq explosions ont tué une personne et en ont blessé quinze. Le 6 avril une bombe a été neutralisée dans la gare d'Addis-Abeba et une seconde, de faible puissance, a explosé devant le bureau des exportations de café. Le 15 avril une série d'explosions provoquée par des grenades a fait au moins six morts et 37 blessés dans la ville de Gedo, à 150 kilomètres à l'ouest d'Addis-Abeba, ainsi qu'à Jijiga située elle à 700 kilomètres à l'est de la capitale. Le 12 mai 2005, ce sont au moins huit explosions qui ont frappé différents points de la capitale, causant, 13 morts et une quarantaine de blessés. Toutes ces activités ont été organisées par Al-Itihaad Al-Islamiya.

En 1996 les forces éthiopiennes avaient traversé en Somalie pour détruire des bases du groupe islamique Al-Itihaad Al-Islamiya, responsable d'attentats dans la capitale éthiopienne, Addis-Abeba. Le groupe terroriste militait à l'époque, entre autres, pour reconquérir la région de l'Ogaden à l'Ethiopie, affirmant qu'elle fait partie du territoire somalien. L'Ethiopie a vraisemblablement poursuivi des

incursions en somalie et c'est cette ingérence qui aurait poussé l'union des tribunaux islamiques à lui déclarer une « guerre sainte » en juillet 2006.

Le but des tribunaux est également clair, soit d'instaurer une république islamique en somalie. Mais c'est une chose que l'Éthiopie ne peut tolérer, pas plus que les Etats-Unis. Ces derniers avaient vu deux attaques à la bombe sur ses ambassades en Tanzanie et au Kenya en 1998, causant le mort de plus de 200 personnes et en blessant plusieurs milliers. Elles avaient été attribuées au réseau terroriste Al-Qaïda et à son chef Oussama ben Laden. Selon différentes sources, l'organisation terroriste émergente avait des liens avec Al-Itihaad Al-Islamiya, et certains de ses ex-dirigeants occupent présentement des places importantes au sien des tribunaux islamiques somaliens. Le président des tribunaux, Sharif Sheikh Ahmed, a nie abriter dans ses rangs des gens liés à Al-Qaïda et il contredit les allégations que des combattants islamiques de partout dans le monde sont à leurs côtés.

L'union des tribunaux islamiques étaient contrôle de la capitale somalienne, Mogadiscio, et d'une grande partie du sud du pays, en juin dernier. La règle islamique rigoureuse qu'elle a imposée a ramené un semblant de sécurité en somalie, un pays qui a connu une situation d'anarchie pendant 16 ans, mais les tribunaux islamiques sont par ailleurs accusés de violation des droits de l'homme et soupçonnés d'entretenir des liens avec Al-Qaeda et d'autres groupes islamistes militants. Alors que les tribunaux islamiques consolidaient et étendaient leur emprise sur de vastes zones de la somalie, se rapprochant dangereusement de Baidoa, siège des institutions fédérales de transition (le gouvernement transitoire), l'Éthiopie a envoyé ses troupes pour aider le gouvernement et prévenir une déstabilisation de la région, y compris sur son propre territoire.

L'union des tribunaux islamiques n'a pas la capacité militaire pour faire face sérieusement à l'armée éthiopienne. Elle doit donc s'appuyer sur le terrorisme et il dirigera ses attaques sur des cibles faciles. Ceci comprendra sans aucun doute des églises et des chrétiens, aussi bien que des missions des ministères chrétiens à travers toute la corne de l'Afrique. L'ambassade des Etats-Unis à Nairobi a vers que les islamistes se prépareraient à lancer des attaques suicides en Ethiopie et au Kenya. Au fur et à mesure où le Zèle et la belligérance islamiques augmentent, la

persécution ordinaire et les assassinats de chrétiens dans les zones dominées par les musulmans augmentent. Bien que l’Ethiopie soit capable de se défendre, elle n’ira pas occuper la Somalie. La situation des chrétiens somalis restera périlleuse jusqu’à ce que l’union des tribunaux islamiques soit remplacée par une autorité qui ait le respect de la vie, de la paix et de la liberté.

Le conseil de paix et de sécurité est en train d’envisager la constitution d’une force africaine de maintien de paix en Somalie. Après la Côte d’Ivoire et le Soudan, on se demande bien avec quel fonds conséquent cette force ira en Somalie. En tous les cas, le président du gouvernement de transition Abdullahi Yusuf Ahmed a demandé que cette force se mette en place « rapidement » sur les bases de la résolution 1725 du Conseil de sécurité de l’ONU adoptée le 6 décembre 2006.

Cette résolution vise la mise en place d’une force africaine pour soutenir la force en place. Le groupe international de contact sur la Somalie a appelé quant à lui au « financement urgent » d’une force de paix internationale pour créer les conditions d’un retrait des forces éthiopiennes. Les Etats-Unis ont immédiatement déclaré ajouter 24 millions de dollars aux 16 millions d’aide humanitaire. 14 millions sont destinées au déploiement de la force de paix. Pas d’annonce concrète en revanche à Bruxelles où le Comité politique et de sécurité de l’Union européenne (COPS) a tenu une réunion spéciale sur la Somalie. Le COPS a aussi reconnu la nécessité d’éviter un vide après le départ des soldats éthiopiens.

5.2. La Brigade Intervention d’Afrique de l’Est(EASBRIG)

IGAD a organisé une réunion des chefs de la défense en Afrique de l’Est à Jinja, en Ouganda, les 16 et 17 février 2004 en vue de discuter la création d’une Brigade d’intervention d’Afrique de l’Est (EASBRIG) dans le cadre de la force d’intervention africaine de l’union Africaine. L’UA propose d’établir 5 brigades régionales d’intervention, une par région définie. La région de l’Afrique de l’Est comprend les pays suivants : les Comores, Djibouti, l’Erythrée, l’Ethiopie, le Kenya, Madagascar, Maurice, le Rwanda, les Seychelles, la Somalie, le Soudan, la

Tanzanie et l'Ouganda, bien que la Tanzanie peut entrer dans la région de l'Afrique australe.

Il a été décidé qu'IGAD jouerait un rôle intérimaire de coordination dans la création d'EASBRIG, malgré certaines tensions autour du choix de l'organisation régionale qui devrait jouer ce rôle. Des dispositions ont été prises pour l'établissement d'une commission pour la planification, composée de 13 personnes (PLANELM), basée au Kenya un accord a été conclu pour la conception d'une force pour EASBRIG et une structure du personnel pour PLANELM. De nombreux pays ont offert des troupes et de l'équipement pour la création d'EASBRIG. Aujourd'hui l'EASBRIG ne jouent pas son rôle proprement, pendant la crise Somalie. Seulement l'Ethiopie joue sa rôle proprement.

5.3. L'intervention des Etats-Unis

Il est certain que, dans la corne de l'Afrique, le terrorisme est une vieille menace qui ne fait que croître avec le temps, mais les Etats-Unis ont mis sur pied dans la région des programmes qui visent à contrer la menace immédiate. Depuis une cinquantaine d'années, la corne de l'Afrique est particulièrement sujette aux conflits et les armes de petit calibre inondent une grande partie de la région. Il en résulte une instabilité qui empêche les gouvernements régionaux d'exercer un plein contrôle sur leur territoire et permet aux terroristes d'avoir facilement accès aux armes. Et aussi le gouvernement Bush à une collaboration avec les gouvernements africains afin de mettre un terme au terrorisme avant qu'il ne puisse être exporté dans d'autres régions du monde.

Les préoccupations croissantes que suscite le terrorisme dans la corne de l'Afrique ont conduit à la création, en octobre 2002, du « Combined Joint Task Force-Horn of Africa » (CJTF-HOA, groupe de travail conjoint sur la corne de l'Afrique) en banlieue de Djibouti. Sa mission est de lutter contre le terrorisme- à Djibouti, en Ethiopie, en Erythrée, au Soudan, au Kenya, en Somalie, au Yémen, et dans les eaux côtières de la mer Rouge, du golfe d'Aden et de l'océan Indien- et d'améliorer la sécurité à long terme dans la région.

Le bureau du département d'Etat chargé de la lutte contre le terrorisme avait, en 2003, mis sur pied un nouveau programme ciblant l'Afrique orientale. Financé à hauteur de 100 millions de dollars, l'initiative comprend des projets de formation à l'intention de militaires pour assurer la sécurité des frontières et des côtes, renforcer le contrôle de la circulation des personnes et des marchandises entre les pays, garantir la sécurité aérienne, appuyer les programmes régionaux de lutte contre le financement du terrorisme et former la police. Dans le cadre de cette initiative, un programme pédagogique a été mis en place pour contrer les influences extrémistes, et d'autres projets visent à combattre le blanchiment de l'argent. Les initiatives du ministère de la défense comme celles du département d'Etat ciblent des pays tels que la Somalie, considérée comme un Etat en péril depuis 1991, qui présentent un dilemme particulier et figurent en bonne place dans la stratégie de lutte contre le terrorisme des Etats-Unis. La responsabilité des attaques contre les soldats américains en Somalie, durant l'opération « Restore Hope » en 1993, à des membres d'Al-Qaïda.

Le Soudan, qui fait actuellement l'objet de reportages réguliers dans la presse à cause du conflit au Darfour, représente un cas « spécial », a-t-il dit, « en raison de sa longue histoire de tolérance et d'appui des groupes terroristes ». Après les attaques du 11 septembre 2001, Khartoum a compris qu'il était dans son intérêt d'accroître sa coopération avec les Etats-Unis dans la lutte contre le terrorisme. Cela a permis au gouvernement Bush de faire avancer la guerre contre le terrorisme et de faire des progrès en vue de mettre fin à la guerre civile qui sévit depuis longtemps au Soudan.

Aucune région de la planète n'est à l'abri du terrorisme international et les pays de la corne de l'Afrique ne dérogent pas à la règle. C'est d'ailleurs pour cette raison que les Etats-Unis ont implanté une de leur base à Djibouti. De ce petit pays à la position hautement stratégique partent discrètement de nombreuses missions de reconnaissance, mais également des opérations destinées à éliminer, purement et simplement, des terroristes présumés.

6. CONCLUSION

Plus de la moitié de la population africaine est de religion musulmane. L'islam a fait son apparition sur le continent avec l'arrivée des navigateurs arabes et perses qui ont installés des comptoirs commerciaux sur les côtes orientales de l'Afrique, et cela dès le 7^{em} siècle. La présence de l'islam dans les pays de la corne de l'Afrique, et en Somalie en particulier n'est donc pas une nouveauté. Il est vrai cependant que depuis la recrudescence du terrorisme islamiste, divers mouvements radicaux ont vu le jour et profitent du chaos qui règne maintenant depuis plus de quatorze ans dans ce pays pour abriter, recruter et former ceux qu'on appelle maintenant des djihadistes. Il paraît donc intéressant de faire le point sur ces mouvements et sur leurs activités connues.

Un petit nombre d'agents du réseau Al-Qaïda en Afrique d'est, en particulier en somalie, ont continué de faire peser la menace la plus grave sur les intérêts africains. Par ailleurs, le réseau Hezbollah poursuit ses activités des collecte de fonds en Afrique, en particulière en Afrique de l'Ouest. Si les guerres civiles et la violence d'ordre ethnique se sont poursuivies dans un certain nombre de pays africains en 2004, peu d'attentats terroristes à caractère international qui soient importants ont eu lieu dans ce continent l'an dernier. Puis de nombreux Etats africains ont renforcé leur coopération et leur efforts renforcé leur coopération et leur efforts dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Tant l'union Africaine que d'autres organisations régionales africaines ont pris des mesures en vue d'améliorer la coopération et l'échange d'informations.

De nombreux pays Africains coopèrent pour prendre des mesures contre le terrorisme ; ils ont notamment fait de réels efforts pour signer et ratifier les douze conventions et protocoles internationaux pourtant sur le terrorisme. Le Botswana, le Burkina-Faso, le Ghana, le Kenya, Madagascar, le Mali, le Niger, les Seychelles et le Soudan ont signé tous les douze protocoles. L'union Africain a ouvert à Alger un centre Africain d'étude et de recherche sur le terrorisme. Plusieurs pays, dont l'Afrique du Sud, le Kenya et le Nigeria, ont établi des centres nationaux de lutte contre le terrorisme. En Ethiopie, les responsables se sont sérieusement intéressés à la lutte contre le terrorisme ; ils ont consenti à la

mise en œuvre de nouvelles initiatives et continuent à offrir une formation en vue de renforcer les compétences de soldats éthiopiens chargés de la patrouille et de la sécurité des frontières.

BIBLIOGRAPHIE

Sites Internet

Journaux et hebdomadaires:

- Herald tribune,
- Le Monde,
- Le Figaro,
- Addis Zemen (journal éthiopien),
- Armées d'aujourd'hui.

TABLE DES MATIERES

1. Introduction.....	1
2. Le terrorisme.....	2
2.1 Définitions.....	2
2.2. Les différentes catégories de terrorisme.....	3-8
2.3. Perspectives.....	8
2.3.1. Terroristes et médias.....	9
2.4. Existe-t-il une définition du terrorisme ?.....	9-12
2.5. Le terrorisme de destruction massive présent-t-il un réel danger Aujourd'hui ?.....	12-13
3. le réseau Al-Qaïda dans la corne de l'Afrique.....	13
3.1. Histoire d'Al-Qaïda.....	13-14
3.2. Des attentas attribués à Al- Qaida.....	14-16
3.3. La création d'Al-Qaïda.....	16-18
3.4. Terrorisme dans la corne de l'Afrique.....	18-25
3.5. Mouvement Islamique Somalien.....	25-28
4. Pourquoi le terrorisme Islamiques s'en prend-il à l'Afrique ?.....	28-29
5. La rôle des armées Ethiopienne contre le terrorisme.....	29-30
5.1. L'intervention de l'Ethiopie.....	30-32
5.2. La Brigade Intervention d'Afrique de l'Est(EASBRIG).....	33
5.3. L'intervention des Etats-Unis.....	33-35
6. Conclusion	35-36